

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
14 mai 2020  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-quatorzième session**  
Point 83 de l'ordre du jour  
**L'état de droit aux niveaux national et international**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-quinzième année**

**Lettre datée du 8 mai 2020, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 8 mai 2020 qui vous est adressée par Mohammad Javad Zarif, Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran (voir annexe).

Par cette lettre, il attire votre aimable attention sur plusieurs problèmes liés au retrait illégal des États-Unis d'Amérique du Plan d'action global commun et à l'imposition illégale de sanctions unilatérales contre le peuple et le Gouvernement iraniens, en violation flagrante des obligations que leur impose le droit international, notamment la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 83 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Majid **Takht Ravanchi**



## **Annexe à la lettre datée du 8 mai 2020 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à ma lettre du 10 mai 2018 (A/72/869-S/2018/453), je souhaite attirer votre aimable attention sur plusieurs problèmes liés au retrait illégal des États-Unis d'Amérique du Plan d'action global commun et à l'imposition illégale de sanctions unilatérales contre le peuple et le Gouvernement iraniens, en violation flagrante des obligations que leur impose le droit international. Je voudrais principalement attirer l'attention du Conseil de sécurité, par votre intermédiaire en votre qualité de Secrétaire général, sur les multiples violations graves et répétées de la Charte des Nations Unies, en particulier de l'Article 25, qui mettent en péril la crédibilité et l'intégrité de l'Organisation et menacent le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

### **Retrait unilatéral et illégal des États-Unis du Plan d'action global commun**

Comme vous le savez, le 8 mai 2018, le Président des États-Unis a annoncé officiellement son retrait unilatéral du Plan d'action global commun, ce qui constitue une violation patente de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, à laquelle le Plan d'action est rattaché. Ainsi, l'Administration américaine a mis fin à la participation des États-Unis au Plan d'action global commun et rétabli toutes les sanctions précédemment levées dans le cadre de celui-ci. Ce faisant, le pays affiche un « non-respect notable d'engagements » prévus par le Plan d'action, ainsi qu'un manquement flagrant à la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité.

Le choix inexplicable des États-Unis de se retirer illégalement du Plan d'action global commun et de réimposer ses sanctions engage la responsabilité des États-Unis au titre de la Charte et du droit international. Les États-Unis ont violé la résolution 2231 (2015), présentée par eux-mêmes et adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 2015. L'Organisation des Nations Unies doit rapidement considérer la responsabilité des États-Unis et les amener à rendre des comptes pour les conséquences de leurs actes illicites qui vont à l'encontre de la Charte et du droit international. Si le comportement des États-Unis dans cette situation, et dans d'autres, reste impuni, cela portera gravement atteinte à la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies.

En effet, il est désormais clair pour tous que les agissements illégaux des États-Unis démontrent un mépris total du droit international et de la Charte des Nations Unies, sont contraires au principe de règlement pacifique des différends, mettent en péril le multilatéralisme et ses institutions, traduisent une régression vers l'ère malheureuse et désastreuse de l'unilatéralisme et encouragent l'intransigeance et les comportements illégaux : autant d'éléments qui représentent une menace évidente pour la paix et la sécurité internationales.

### **Manœuvres des États-Unis visant à saper les dispositions de la résolution 2231 (2015)**

Dans sa résolution 2231 (2015), le Conseil souligne que « le Plan d'action encourage et facilite le développement d'échanges et de liens de coopération économiques et commerciaux normaux avec l'Iran », appelle instamment à « son application intégrale conformément au calendrier qu'il prévoit » et « demande aux États Membres de prendre les mesures qui s'imposent pour appuyer l'application du Plan d'action, et notamment de prendre des mesures en rapport avec le plan d'application décrit dans le Plan d'action et la résolution et de s'abstenir de toute

action susceptible d'entraver le respect des engagements pris en vertu du Plan d'action ».

Les États-Unis n'ont pas seulement manqué à leurs propres engagements au titre du Plan d'action global commun, ils ont également entravé de manière considérable le respect de ceux pris par les autres participants du Plan d'action et d'autres États Membres. Depuis l'entrée en fonctions de Donald Trump, les États-Unis ont une fois de plus recouru à des mesures coercitives unilatérales et ont imposé 129 sanctions à l'Iran, infligeant un préjudice irréparable à l'économie iranienne et à ses relations commerciales internationales. Ces agissements ont des conséquences directes sur le secteur privé iranien, puisqu'ils limitent les revenus des citoyens iraniens ordinaires et freinent la capacité de production et d'emploi du secteur privé. La situation économique du pays est bien pire aujourd'hui qu'avant l'entrée en vigueur (*statu quo ante*) du Plan d'action global commun. La liste complète de ces sanctions est jointe à la présente lettre par souci de clarté (voir pièce jointe).

Le retrait des États-Unis du Plan d'action global commun et la réimposition d'un régime de sanctions draconiennes, générales et unilatérales contre l'Iran qui a suivi doivent constituer un signal d'alarme en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales. En effet, c'est la première fois dans l'histoire de l'ONU qu'un membre permanent du Conseil de sécurité sanctionne les membres de l'Organisation qui se conforment à une résolution du Conseil.

Il est grand temps que le Conseil et ses membres garantissent la pleine mise en œuvre du Plan d'action global commun par toutes les parties. Plutôt que de regarder sans rien faire les États-Unis répéter ces schémas d'abus en toute impunité, le Conseil devrait les condamner fermement pour avoir introduit et réimposé leurs sanctions illégales contre les Iraniens en violation de la Charte des Nations Unies, de la résolution 2231 (2015) et du droit international. Les États-Unis doivent être tenus responsables des dommages causés, et l'Iran doit être intégralement indemnisé. La communauté internationale doit veiller à la mise en œuvre et au respect du Plan d'action global commun.

### **Efforts de bonne foi de l'Iran visant à préserver le Plan d'action global commun**

À la suite du retrait illégal des États-Unis et de la réimposition des sanctions précédemment levées conformément au Plan d'action, mon gouvernement, tout en se réservant le droit immédiat qui est le sien en vertu du paragraphe 26<sup>1</sup>, a saisi le mécanisme de règlement des différends prévu au paragraphe 36 du Plan d'action le 10 mai 2018. Agissant de bonne foi, le Gouvernement iranien s'est abstenu d'appliquer le « recours » prévu autorisant le « non-respect de tout ou partie de ses engagements au titre du Plan d'action », afin de permettre aux autres participants au Plan d'action global commun de tenir leurs promesses.

Comme vous l'avez affirmé dans votre déclaration faisant suite au retrait des États-Unis du Plan d'action global commun : il est essentiel que toutes les préoccupations concernant la mise en œuvre du Plan soient couvertes par les mécanismes établis dans le cadre du Plan d'action<sup>2</sup>. À la demande des autres participants au Plan d'action global commun et de la communauté internationale, alors que l'Iran était en droit d'exercer ses droits immédiatement après le retrait

<sup>1</sup> Paragraphe 26 du Plan d'action global commun : « L'Iran a déclaré que le rétablissement ou la reprise de l'imposition des sanctions énoncées à l'annexe II, ou l'imposition de nouvelles sanctions liées au nucléaire, constituerait un motif justifiant de sa part le non-respect de tout ou partie de ses engagements au titre du présent Plan d'action ».

<sup>2</sup> Déclaration du Secrétaire général sur le Plan d'action global commun, 8 mai 2018. Disponible à l'adresse suivante : [www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2018-05-08/statement-secretary-general-joint-comprehensive-plan-action-jcpoa](http://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2018-05-08/statement-secretary-general-joint-comprehensive-plan-action-jcpoa).

illégal des États-Unis du Plan d'action le 8 mai 2018, mon gouvernement a décidé de faire valoir ses droits dans le cadre de la Commission conjointe du Plan d'action et a poursuivi la mise en œuvre intégrale de ce dernier. Vous avez certainement connaissance des 15 rapports consécutifs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui confirment tous que l'Iran respecte pleinement ses engagements au titre du Plan d'action global commun<sup>3</sup>.

Comme clairement indiqué dans la déclaration officielle de la République islamique d'Iran (S/2015/550) publiée à la suite de l'adoption de la résolution 2231 (2015) le 20 juillet 2015 :

La levée par l'Union européenne et les États-Unis des sanctions et mesures restrictives concernant le nucléaire signifierait que les transactions et activités visées dans le Plan d'action pourraient être menées avec l'Iran et ses entités où que ce soit dans le monde sans crainte de représailles sous forme de harcèlement extraterritorial et que tout individu aurait la faculté de choisir librement d'engager des transactions commerciales et financières avec l'Iran. Il est clairement indiqué dans le Plan d'action global commun que l'Union européenne et les États-Unis s'abstiendraient de rétablir ou d'imposer à nouveau les sanctions et les mesures restrictives qu'elle a cessé d'appliquer en vertu de celui-ci<sup>4</sup>.

Malheureusement, à la suite de la réimposition des sanctions américaines depuis le mois de mai 2018, l'Iran a été privé des avantages de la levée des sanctions dans le cadre du Plan d'action. En effet, il était clair dès le départ que « le rétablissement ou la réimposition, y compris l'extension, de sanctions et de mesures restrictives constituerait un non-respect notable d'engagements prévus par le Plan d'action global commun et libérerait l'Iran de ses engagements en partie ou en totalité »<sup>5</sup>, comme prévu au paragraphe 26 du Plan d'action.

L'Iran a fait preuve de retenue en toute bonne foi et a épuisé tous les recours prévus au paragraphe 36 pendant une année complète après le retrait unilatéral des États-Unis du Plan d'action. Cependant, dans l'atmosphère destructrice qui a suivi l'action de Donald Trump le 8 mai 2018, le groupe E3/UE+3 n'a absolument pas respecté ses engagements et l'Iran n'a plus eu d'autre recours que d'exercer ses droits en vertu des paragraphes 26 et 36 du Plan d'action et de cesser de respecter ses engagements en partie le 8 mai 2019. Cette action fait suite à une année complète d'efforts incessants de la part du Gouvernement iranien, ayant épuisé toutes les voies du Mécanisme de règlement des différends, qu'il a officiellement et sans équivoque saisi le 10 mai 2018, sans avoir à recourir aux mesures correctives prévues au paragraphe 36.

Pour preuve de notre bonne foi et de notre désir sincère de protéger le Plan d'action global commun, je tiens à souligner une fois de plus que la République islamique d'Iran reste disposée à poursuivre le dialogue à tous les niveaux en vue

<sup>3</sup> Rapports de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au Conseil de sécurité : S/2016/57 (19 janvier 2016), S/2016/250 (15 mars 2016), S/2016/535 (13 juin 2016), S/2016/808 (22 septembre 2016), S/2016/983 (21 novembre 2016), S/2017/234 (20 mars 2017), S/2017/502 (14 juin 2017), S/2017/777 (13 septembre 2017), S/2017/994 (28 novembre 2017), S/2018/205 (8 mars 2018), S/2018/540 (6 juin 2018), S/2018/835 (12 septembre 2018), S/2018/1048 (26 novembre 2018), S/2019/212 (6 mars 2019) et S/2019/496 (14 juin 2019).

<sup>4</sup> S/2015/550, lettre datée du 20 juillet 2015, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies.

<sup>5</sup> S/2015/550, lettre datée du 20 juillet 2015, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies.

d'assurer la mise en œuvre intégrale du Plan d'action et continuera à coopérer pleinement et efficacement avec l'AIEA.

Il est important de noter que le programme d'énergie nucléaire pacifique de l'Iran est continuellement examiné par les services de contrôle et de vérification « les plus robustes » de l'AIEA, ce qui rend les risques de non-prolifération perçus non pertinents dans les faits. En effet, même le Directeur général de l'AIE a déclaré, dans son dernier rapport, datant du 3 mars 2020 : « L'Agence continue de vérifier le non-détournement de matières nucléaires déclarées dans les installations nucléaires et les emplacements hors installations où des matières nucléaires sont habituellement utilisées, qui ont été déclarés par l'Iran en application de son accord de garanties »<sup>6</sup>.

Je tiens à réaffirmer que si les droits et avantages accordés au peuple iranien dans le cadre du Plan d'action ne sont pas pleinement respectés, l'Iran aurait incontestablement le droit, reconnu dans le Plan d'action et la résolution 2231 (2015), de prendre les mesures qui s'imposent en réponse aux agissements illégaux et répétés des États-Unis.

### **Interprétations vagues de la résolution 2231 (2015) par les États-Unis**

Conformément à l'Article 25, les États Membres de l'ONU sont tenus de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité adoptées. Agir autrement reviendrait à priver cet organe principal des fonctions et pouvoirs essentiels que lui confère la Charte. Pour cette raison, le Conseil de sécurité a fait référence, au quatorzième alinéa de la résolution 2231 (2015), à l'Article 25 de la Charte et souligné que « les États Membres sont tenus, aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité ».

La rédaction, l'adoption, l'interprétation et l'application des résolutions du Conseil de sécurité ont un cadre particulier et doivent être soumises aux principes et aux règles du droit international. Aucun État ne peut se placer au-dessus du droit (*legibus solutus*) en bloquant toutes les voies d'application de la résolution 2231 (2015) et en la violant par des actes illégaux inacceptables et des interprétations arbitraires. D'autres facteurs doivent également être pris en compte pour l'interprétation des résolutions du Conseil de sécurité. La résolution 2231 (2015) est le résultat d'un vote, comme prévu à l'Article 27 de la Charte, et le texte final de cette résolution, y compris l'annexe A (Plan d'action global commun), représente le point de vue du Conseil de sécurité dans sa totalité.

En outre, la résolution 2231 (2015) est contraignante pour tous les États Membres, qu'ils aient ou non participé, activement ou passivement, à sa formulation et à son adoption, ou qu'ils aient ou non gravement enfreint ses dispositions ou entravé l'application de celles-ci en prenant des mesures unilatérales. Il est ironique qu'un État qui a participé à l'élaboration et à la négociation de la résolution 2231 (2015) soit devenu son principal antagoniste, la violant gravement et cherchant à pousser d'autres États à adopter le même comportement irresponsable.

Les déclarations des représentants des membres du Conseil de sécurité lors de l'adoption des résolutions fixent le contexte de fond de leur interprétation. À la réunion du Conseil de sécurité du 20 juillet 2015, le représentant des États-Unis a ainsi déclaré : « notre travail est loin d'être terminé. La communauté internationale doit veiller au respect du Plan d'action global commun avec la même rigueur qu'elle a appliquée à son élaboration et à sa négociation. La mise en œuvre du Plan d'action

---

<sup>6</sup> AIEA, rapport du Directeur général, « Vérification et contrôle en République islamique d'Iran à la lumière de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU », mars 2020. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.iaea.org/sites/default/files/20/03/gov2020-5\\_fr.pdf](https://www.iaea.org/sites/default/files/20/03/gov2020-5_fr.pdf).

est absolument essentielle »<sup>7</sup>. Le représentant de la France a également précisé : « il appartient maintenant au Conseil de sécurité d'approuver l'Accord de Vienne et de se faire le garant de sa mise en œuvre »<sup>8</sup>, l'objectif n'étant pas de renforcer les pouvoirs du Conseil de sécurité, mais de préserver la dignité et l'intégrité du Conseil ainsi que les objectifs inscrits dans la résolution 2231 (2015) et son annexe A, c'est-à-dire le Plan d'action global commun.

Il convient de noter ici que la résolution 2231 (2015) doit également être lue dans le contexte des dispositions énoncées dans le Plan d'action [annexe A de la résolution 2231 (2015)]. En effet, d'une certaine façon, la résolution est liée au Plan d'action comme par un cordon ombilical. Par sa résolution 2231 (2015), le Conseil a « approuvé le Plan d'action global commun et appelé instamment à son application intégrale conformément au calendrier qu'il prévoit ». Ces dispositions du Plan d'action visaient à fournir un plan d'action « global » et ont également permis de finaliser une solution définitive à la crise fabriquée de toutes pièces au sujet du programme d'énergie nucléaire pacifique de l'Iran.

En outre, il convient de rappeler que le deuxième paragraphe du dispositif de la résolution 2231 (2015), dans lequel le Conseil de sécurité « demande aux États Membres, aux organisations régionales et aux organisations internationales de prendre les mesures qui s'imposent pour appuyer l'application du Plan d'action, et notamment de prendre des mesures en rapport avec le plan d'application décrit dans le Plan d'action et la présente résolution et de s'abstenir de toute action susceptible d'entraver le respect des engagements pris en vertu du Plan d'action » ; fait clairement obligation aux États de s'abstenir d'appliquer les sanctions levées au titre du Plan d'action global commun.

Une fois exposées les principales caractéristiques de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité ci-dessus, il convient d'observer trois caractéristiques distinctes de cette résolution qui permettent de discerner son objet et son but :

Premièrement, la résolution marque un tournant décisif dans l'examen de cette question par le Conseil de sécurité et contribuera à renforcer la confiance dans la nature exclusivement pacifique du programme d'énergie nucléaire de l'Iran. De même, il est souligné dans la résolution 2231(2015) que « le Plan d'action facilite le développement d'échanges et de liens de coopération économiques et commerciaux normaux avec la République islamique d'Iran ». Troisièmement, en ce qui concerne le douzième alinéa de la résolution 2231 (2015), il prévoit l'extinction de dispositions figurant dans de précédentes résolutions et d'autres mesures dans cette résolution, et les États Membres sont invités à tenir compte comme il convient de ces modifications.

Les déclarations de fonctionnaires américains concernant leur intention de prendre des mesures allant à l'encontre de la résolution 2231 (2015) sont très préoccupantes et pourraient conduire à des situations incontrôlables. Les efforts actuels des États-Unis pour apporter unilatéralement des modifications substantielles à la résolution 2231 (2015) ne sont pas les premiers du genre, c'est un fait largement reconnu et prouvé : l'échec du projet américain en novembre 2019 visant à mettre à jour la liste liée à la résolution 2231 en était le dernier exemple flagrant. La résolution 2231 (2015) a été adoptée pour mettre fin aux sanctions, et non pour prolonger celles qui avaient été imposées par des résolutions précédentes et obsolètes. Elle a été explicitement conçue et rédigée pour ne pas être une résolution assortie de sanctions.

---

<sup>7</sup> Remarques de M<sup>me</sup> Power (États-Unis d'Amérique), Conseil de sécurité, soixante-dixième année : 7488<sup>e</sup> séance, lundi 20 juillet 2015, New York (S/PV.7488).

<sup>8</sup> Remarques de M. Delattre (France), Conseil de sécurité, soixante-dixième année : 7488<sup>e</sup> séance, lundi 20 juillet 2015, New York (S/PV.7488).

Dans ce contexte, toute action prise pour aller contre la résolution 2231 (2015) aura de graves conséquences sur la durabilité et la viabilité des conditions convenues.

Non seulement les États-Unis sont en grave violation de la résolution, mais ils tentent de manière flagrante d'emprunter des voies illégales pour la renverser, au mépris absolu des principes bien établis du droit international. Un principe fondamental régissant les relations internationales est qu'un État qui ne remplit pas ses obligations ne saurait être considéré comme conservant les droits qu'il prétend tirer de la relation. Dans ce cas, simplement en se retirant du Plan d'action, les États-Unis ont perdu tout droit y associé.

J'appelle donc la communauté internationale, et en particulier le Conseil de sécurité et le Secrétaire général, à prendre toutes les mesures nécessaires pour contrer les agissements malveillants du Gouvernement américain qui sapent considérablement les dispositions de la résolution 2231 (2015). L'Organisation des Nations Unies doit assumer ses responsabilités face aux récentes provocations des États-Unis.

Comme l'explique la lettre du Président de la République islamique d'Iran à ses homologues du 4+1 le 8 mai 2019, toute nouvelle sanction ou restriction imposée par le Conseil de sécurité est contraire aux engagements fondamentaux pris envers le peuple iranien. Dans ce scénario, les réponses de l'Iran, dont il a déjà notifié les autres participants du Plan d'action global commun, seront fermes, et les États-Unis et toute entité susceptible d'aider les États-Unis ou d'approuver leur comportement illégal en porteraient l'entière responsabilité.

Comme je l'ai déclaré il y a presque 14 ans devant le Conseil de sécurité, « le peuple et le Gouvernement iraniens ne cherchent pas la confrontation et ont toujours montré qu'ils étaient prêts à s'engager dans des négociations sérieuses et axées sur les résultats, fondées sur le respect mutuel et sur un pied d'égalité. Ils ont également montré, à maintes reprises, leur résilience face aux pressions, aux menaces, à l'injustice et à l'intimidation »<sup>9</sup>. Ma nation a déjà montré sa bonne foi et sa pleine responsabilité. Maintenant, c'est au tour de la communauté internationale de rendre la pareille. En conséquence, je demande instamment à l'Organisation des Nations Unies d'amener le Gouvernement des États-Unis à rendre des comptes concernant sa conduite unilatérale et irresponsable, qui portera gravement atteinte à la crédibilité du Conseil de sécurité et à l'intégrité de la Charte.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

(*Signé*) M. Javad **Zarif**

---

<sup>9</sup> Conseil de sécurité, soixante et unième année : 5500<sup>e</sup> séance, lundi 31 juillet 2006, New York (S/PV.5500), mis à jour le 7 mai 2020.

## Pièce jointe

Mise à jour : 7 mai 2020

### Sanctions américaines contre l'Iran sous l'administration Trump

N°	Description	Date
1	Ajout de 13 personnes et de 12 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la Liste des nationaux spécifiquement désignés et des personnes et entités dont les avoirs ont été gelés (SDN List) <sup>1</sup>	3 février 2017
2	Ajout de 1 personne et de 1 entité iraniennes à la SDN List <sup>2</sup>	13 avril 2017
3	Ajout de 3 personnes et de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List <sup>3</sup>	17 mai 2017
4	Ajout de 7 personnes et de 11 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List <sup>4</sup>	18 juillet 2017
5	Adoption de la loi visant à lutter contre les adversaires de l'Amérique par des sanctions ( <i>Countering America's Adversaries Through Sanctions Act</i> ) de 2017 <sup>5</sup>	27 juillet 2017
6	Ajout de 6 entités iraniennes à la SDN List <sup>6</sup>	28 juillet 2017
7	Ajout de 7 personnes iraniennes et de 3 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List <sup>7</sup>	14 septembre 2017
8	Ajout de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List <sup>8</sup>	13 octobre 2017
9	Ajout de 2 personnes iraniennes et de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List <sup>9</sup>	20 novembre 2017
10	Ajout de 5 entités iraniennes à la SDN List <sup>10</sup>	4 janvier 2018
11	Ajout de 5 personnes et de 9 entités iraniennes (liées à l'Iran) à la SDN List <sup>11</sup>	1 <sup>er</sup> janvier 2018

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170203.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170203.aspx).

<sup>2</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170413.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170413.aspx).

<sup>3</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170517.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170517.aspx).

<sup>4</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170718.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170718.aspx).

<sup>5</sup> H.R.3364 – *Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*, disponible à l'adresse suivante : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/3364/actions?KWICView=false>.

<sup>6</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170728.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170728.aspx).

<sup>7</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170914.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20170914.aspx).

<sup>8</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20171013.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20171013.aspx).

<sup>9</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20171120.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20171120.aspx).

<sup>10</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180104.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180104.aspx).

<sup>11</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180112.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180112.aspx).

N°	Description	Date
12	Ajout de 10 personnes et de 1 entité iraniennes à la SDN List <sup>12</sup>	23 mars 2018
13	Ajout de 6 personnes et de 3 entités iraniennes à la SDN List <sup>13</sup>	10 mai 2018
14	Ajout de 4 personnes iraniennes (liées à l'Iran), notamment le Gouverneur de la Banque centrale d'Iran, et de 1 entité liée à l'Iran à la SDN List <sup>14</sup>	15 mai 2018
15	Ajout de 5 personnes iraniennes à la SDN List <sup>15</sup>	22 mai 2018
16	Ajout de 3 personnes et de 6 entités iraniennes (liées à l'Iran), ainsi que de 31 aéronefs à la SDN List <sup>16</sup>	28 mai 2018
17	Ajout de 6 personnes et de 3 entités iraniennes à la SDN List <sup>17</sup>	30 mai 2018
18	Révocation des licences générales liées au Plan d'action global commun <sup>18</sup> : <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>Licence générale H</i> : Autorisation de certaines transactions relatives à des entités étrangères détenues ou contrôlées par un ressortissant des États-Unis</li> <li>– <i>Licence générale I</i> : Autorisation de certaines transactions liées à la négociation et à la conclusion de contrats conditionnels pour des activités pouvant être autorisées en vertu de la déclaration de politique d'octroi de licences pour les activités liées à l'exportation ou à la réexportation vers l'Iran d'aéronefs commerciaux de passagers et de pièces et services connexes</li> </ul>	27 juin 2018
19	Ajout de Mahan Travel and Tourism (société d'aviation civile) à la SDN List <sup>19</sup>	9 juillet 2018
20	Publication du décret 13846 visant à imposer de nouveau certaines sanctions à l'Iran <sup>20</sup>	6 août 2018
21	Ajout de 1 entité liée à l'Iran à la SDN List <sup>21</sup>	14 septembre 2018

<sup>12</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180323.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180323.aspx).

<sup>13</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180510.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180510.aspx).

<sup>14</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180515.aspx>.

<sup>15</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180522.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180522.aspx).

<sup>16</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180524.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180524.aspx).

<sup>17</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180530.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180530.aspx).

<sup>18</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180627.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180627.aspx).

<sup>19</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180709.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180709.aspx).

<sup>20</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180806.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180806.aspx).

<sup>21</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180914.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20180914.aspx).

N°	Description	Date
22	Ajout de 20 entités iraniennes à la SDN List du Bureau du contrôle des avoirs étrangers <sup>22</sup> , y compris certaines banques et entreprises automobiles iraniennes	16 octobre 2018
23	Publication d'un amendement au Règlement relatif aux transactions et sanctions concernant l'Iran, 31 C.F.R. partie 560, en application de la décision du Président du 8 mai 2018 de mettre fin à la participation des États-Unis au Plan d'action global commun <sup>23</sup>	2 novembre 2018
24	Plus de 700 personnes ont été désignées ou identifiées et ajoutées à la SDN List <sup>24</sup> (y compris les personnes retirées de la liste en vertu du Plan d'action)	5 novembre 2018
25	Ajout de 2 personnes et de 1 entité iraniennes à la SDN List <sup>25</sup>	20 novembre 2018
26	Ajout de 2 personnes iraniennes à la SDN List <sup>26</sup>	28 novembre 2018
27	Ajout de 4 entités iraniennes (liées à l'Iran), dont Mahan Qeshm Fars Air (Compagnie d'aviation civile), et de 2 avions iraniens à la SDN List <sup>27</sup>	24 janvier 2019
28	Ajout de 1 personne turque à la SDN List <sup>28</sup>	7 février 2019
29	Ajout de 9 personnes et de 2 entités iraniennes à la SDN List <sup>29</sup>	13 février 2019
30	Ajout de 14 personnes et de 17 entités iraniennes à la SDN List <sup>30</sup>	22 mars 2019
31	Ajout de 9 personnes et de 11 entités iraniennes à la SDN List <sup>31</sup>	26 mars 2019
32	Désignation du Corps des gardiens de la révolution islamique comme organisation terroriste étrangère <sup>32</sup>	8 avril 2019
33	Tentative de réduire les exportations de pétrole iranien à zéro <sup>33</sup>	22 avril 2019
34	Renforcement de la campagne de pression maximale en limitant les activités nucléaires de l'Iran <sup>34</sup>	3 mai 2019

<sup>22</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181016.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181016.aspx).

<sup>23</sup> Disponible à l'adresse suivante : [https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181102\\_33.aspx](https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181102_33.aspx).

<sup>24</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181105\\_names.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20181105_names.aspx).

<sup>25</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191120.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191120.aspx).

<sup>26</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191128.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191128.aspx).

<sup>27</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190124.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190124.aspx).

<sup>28</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190207.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190207.aspx).

<sup>29</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190213.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190213.aspx).

<sup>30</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190322.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190322.aspx).

<sup>31</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190326.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190326.aspx).

<sup>32</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/statement-president-designation-islamic-revolutionary-guard-corps-foreign-terrorist-organization/>.

<sup>33</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.state.gov/advancing-the-u-s-maximum-pressure-campaign-on-iran/](http://www.state.gov/advancing-the-u-s-maximum-pressure-campaign-on-iran/).

<sup>34</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/advancing-the-maximum-pressure-campaign-by-restricting-irans-nuclear-activities/>.

N°	Description	Date
35	Promulgation du décret 13871 (Sanctions relatives à la production de fer, d'acier, d'aluminium et de cuivre en Iran) <sup>35</sup> .	8 mai 2019
36	Ajout de 33 entreprises de pétrochimie iraniennes à la SDN List du Bureau du contrôle des avoirs étrangers <sup>36</sup>	7 juin 2019
37	Ajout de 2 personnes et de 1 entité liées à l'Iran à la SDN List <sup>37</sup>	12 juin 2019
38	Publication du décret 13876 (Imposition de sanctions contre les hauts fonctionnaires de l'Iran) <sup>38</sup>	24 juin 2019
39	Ajout de 9 hauts fonctionnaires iraniens, dont le Guide suprême, à la SDN List du Bureau du contrôle des avoirs étrangers <sup>39</sup>	4 juin 2019
40	Ajout de 5 personnes iraniennes et de 7 entités liées à l'Iran à la SDN List <sup>40</sup>	18 juillet 2019
41	Ajout de 1 personne et de 1 entité liées à l'Iran à la SDN List <sup>41</sup>	22 juillet 2019
42	Ajout du Ministre iranien des affaires étrangères à la SDN List <sup>42</sup>	31 juillet 2019
43	Ajout de 5 personnes et de 5 entités iraniennes (ou liées à l'Iran) à la SDN List <sup>43</sup>	28 août 2019
44	Ajout d'un navire iranien ( <i>ADRIAN DARYA I</i> ) et de son commandant indien à la SDN List <sup>44</sup>	30 août 2019
45	Ajout de 3 entités iraniennes à la SDN List <sup>45</sup>	3 septembre 2019
46	Ajout de 9 personnes iraniennes, de 16 entités iraniennes (ou liées à l'Iran) et de 6 navires iraniens (ou liés à l'Iran) à la SDN List <sup>46</sup>	4 septembre 2019
47	Publication du décret présidentiel 13886, modifiant le décret présidentiel 13224 <sup>47</sup>	10 septembre 2019

<sup>35</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190508.aspx>.

<sup>36</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190607.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190607.aspx).

<sup>37</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190612.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190612.aspx).

<sup>38</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190624.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190624.aspx).

<sup>39</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190624.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190624.aspx).

<sup>40</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190718\\_33.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190718_33.aspx).

<sup>41</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190722.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190722.aspx).

<sup>42</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm749>.

<sup>43</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190828.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190828.aspx).

<sup>44</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190830\\_33.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190830_33.aspx).

<sup>45</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190903\\_33.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190903_33.aspx).

<sup>46</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190904.aspx>.

<sup>47</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190910.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190910.aspx).

N°	Description	Date
48	Imposition de sanctions contre la Banque centrale et le Fonds national de développement de l'Iran <sup>48</sup>	20 septembre 2019
49	Ajout de 5 personnes et de 6 entités liées à l'Iran à la SDN List <sup>49</sup>	25 septembre 2019
50	Imposition de nouvelles sanctions à l'Iran et prolongation des restrictions nucléaires <sup>50</sup>	31 octobre 2019
51	Extension des sanctions contre le secteur de la construction en Iran en vertu de la loi sur la liberté et la lutte contre la prolifération en Iran (IFCA) de 2012 <sup>51</sup>	31 octobre 2019
52	Ajout de 9 personnes et de 1 entité à la SDN List <sup>52</sup>	4 novembre 2019
53	Ajout du Ministre iranien de la communication et des technologies de l'information à la SDN List <sup>53</sup>	22 novembre 2019
54	Ajout de 1 personne, de 5 entités et de 2 navires iraniens à la SDN List <sup>54</sup>	11 décembre 2019
55	Ajout de 2 juges iraniens à la SDN List <sup>55</sup>	14 décembre 2019
56	Ajout de 7 personnes iraniennes, de 20 entités iraniennes (liées à l'Iran) et de 1 navire à la SDN List <sup>56</sup>	10 janvier 2020
57	Promulgation du décret 13902 imposant des sanctions aux secteurs de la construction, des mines, de la fabrication et du textile en Iran <sup>57</sup>	10 janvier 2020
58	Ajout de 1 responsable militaire iranien à la SDN List <sup>58</sup>	18 janvier 2020
59	Ajout de 2 personnes et de 6 entités chinoises à la SDN List <sup>59</sup>	23 janvier 2020
60	Ajout du Chef de l'Organisation atomique iranienne (IAO) à la SDN List <sup>60</sup>	31 janvier 2020

<sup>48</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190920.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190920.aspx).

<sup>49</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190925.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190925.aspx).

<sup>50</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/secretary-pompeo-imposes-new-sanctions-on-iran-and-extends-nuclear-restrictions/>.

<sup>51</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/findings-pursuant-to-the-iran-freedom-and-counter-proliferation-act-ifca-of-2012/>.

<sup>52</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191104.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191104.aspx).

<sup>53</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191122.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191122.aspx).

<sup>54</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191211.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191211.aspx).

<sup>55</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191214.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191214.aspx).

<sup>56</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200110.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200110.aspx).

<sup>57</sup> Disponible à l'adresse suivante : [https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/20200110\\_iran\\_eo.pdf](https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/20200110_iran_eo.pdf).

<sup>58</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/designation-of-irgc-commander-shahvarpour-for-gross-human-rights-violations-during-protest/>.

<sup>59</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200123.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200123.aspx).

<sup>60</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/designation-of-the-atomic-energy-organization-of-iran-its-head-ali-akbar-salehi-and-renewing-nuclear-restrictions/>.

---

<i>N°</i>	<i>Description</i>	<i>Date</i>
61	Ajout de 5 membres du Conseil des gardiens de la Constitution à la SDN List <sup>61</sup>	20 février 2020
62	Ajout de 15 personnes chinoises, turques, iraqiennes et russes à la SDN List <sup>62</sup>	25 février 2020
63	Ajout de Iran Air à la Liste des entités <sup>63</sup>	16 mars 2020
64	Ajout de 4 personnes et de 9 entités iraniennes (et liées à l'Iran) à la SDN List <sup>64</sup>	18 mars 2020
65	Ajout de 5 scientifiques nucléaires iraniens à la Liste des entités <sup>65</sup>	18 mars 2020
66	Ajout de 5 entités non iraniennes à la SDN List <sup>66</sup>	19 mars 2020
67	Ajout de 15 personnes et de 5 entités iraniennes et iraqiennes à la SDN List <sup>67</sup>	26 mars 2020
68	Ajout de 1 personne et de 1 entité iraqiennes à la SDN List <sup>68</sup>	1 <sup>er</sup> mai 2020

---

---

<sup>61</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-enforcement/Pages/20200220.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-enforcement/Pages/20200220.aspx).

<sup>62</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/news-sanctions-under-the-iran-north-korea-and-syria-nonproliferation-act-inksna/>.

<sup>63</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.federalregister.gov/documents/2020/03/16/2020-03157/addition-of-entities-to-the-entity-list-and-revision-of-entry-on-the-entity-list>.

<sup>64</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200318.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200318.aspx).

<sup>65</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/constraining-iranian-nuclear-scientists/>.

<sup>66</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200319.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200319.aspx).

<sup>67</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200326.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200326.aspx).

<sup>68</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200501.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20200501.aspx).

## Actions de la Maison Blanche, du Bureau du contrôle des avoirs étrangers, du Bureau de l'industrie et de la sécurité et du Ministère de la justice contre l'Iran sous l'administration Trump

N°	Description	Date
1	Pénalité de 1,19 milliard de dollars imposée à une société chinoise pour violation des règles d'exportation vers l'Iran <sup>69</sup>	7 mars 2017
2	ZTE Corporation accepte de plaider coupable et de payer plus de 430,4 millions de dollars pour avoir violé les sanctions américaines en envoyant des articles d'origine américaine en Iran <sup>70</sup>	7 mars 2017
3	Un iranien ayant participé à une association internationale de cybercriminels condamné à 10 ans de prison pour avoir vendu en ligne les informations relatives à des cartes de crédit volées <sup>71</sup>	9 mars 2017
4	ZTE Corporation plaide coupable de violation des sanctions américaines pour avoir envoyé des articles d'origine américaine en Iran <sup>72</sup>	22 mars 2017
5	Un Singapourien condamné à 40 mois de prison pour un complot impliquant l'exportation vers l'Iran de composants américains <sup>73</sup>	27 avril 2017
6	Deux ressortissants iraniens accusés d'avoir piraté la société Vermont Software <sup>74</sup>	17 juillet 2017
7	Deux ressortissants iraniens accusés de fraude à la carte de crédit et d'entente en vue d'effectuer un piratage informatique <sup>75</sup>	8 août 2017
8	Le PDG d'une société internationale de métallurgie condamné à 57 mois de prison pour entente en vue de l'exportation de métaux spéciaux vers l'Iran <sup>76</sup>	7 septembre 2017
9	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran <sup>77</sup>	6 octobre 2017
10	Un banquier turc reconnu coupable d'entente en vue d'échapper aux sanctions américaines contre l'Iran et d'autres infractions <sup>78</sup>	3 janvier 2018

<sup>69</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.commerce.gov/news/press-releases/2017/03/secretary-commerce-wilbur-l-ross-jr-announces-119-billion-penalty>.

<sup>70</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/zte-corporation-agrees-plead-guilty-and-pay-over-4304-million-violating-us-sanctions-sending>.

<sup>71</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-member-international-cybercrime-conspiracy-sentenced-10-years-prison-selling-stolen>.

<sup>72</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/zte-corporation-pleads-guilty-violating-us-sanctions-sending-us-origin-items-iran>.

<sup>73</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/singapore-man-sentenced-40-months-prison-plot-involving-exports-iran-us-components>.

<sup>74</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-iranian-nationals-charged-hacking-vermont-software-company>.

<sup>75</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-iranian-nationals-charged-credit-card-fraud-and-computer-hacking-conspiracy>.

<sup>76</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/ceo-international-metallurgical-company-sentenced-57-months-prison-conspiring-export>.

<sup>77</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/notice-regarding-continuation-national-emergency-respect-iran/>.

<sup>78</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-banker-covicted-conspiring-evade-us-sanctions-against-iran-and-other-offenses>.

N°	Description	Date
11	Le Ministère du commerce s'attaque au réseau iranien de trafic d'aéronefs <sup>79</sup>	5 février 2018
12	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran <sup>80</sup>	12 mars 2018
13	Un ressortissant iranien arrêté pour avoir tenté de contourner les sanctions économiques américaines en envoyant illégalement plus de 115 millions de dollars depuis le Venezuela par le biais du système financier américain <sup>81</sup>	20 mars 2018
14	Un citoyen iranien condamné pour entente en vue de faciliter l'exportation illégale de technologies vers l'Iran <sup>82</sup>	20 mars 2018
15	Neuf Iraniens accusés d'avoir mené une campagne massive de cyber-vols au nom du Corps des gardiens de la révolution islamique <sup>83</sup>	23 mars 2018
16	Publication de l'avis du réseau pour la répression des délits financiers (FinCEN) sur l'Iran <sup>84</sup>	10 mai 2018
17	Un banquier turc condamné à 32 mois de prison pour entente en vue de la violation des sanctions américaines contre l'Iran et d'autres délits <sup>85</sup>	16 mai 2018
18	Deux personnes accusées d'avoir agi en tant qu'agents illégaux du Gouvernement iranien <sup>86</sup>	20 août 2018
19	Un Canadien condamné à plus de 3 ans de prison pour entente en vue de l'exploitation de biens et technologies soumis à des restrictions vers l'Iran <sup>87</sup>	22 août 2018
20	Retrait du traité d'amitié <sup>88</sup>	3 octobre 2018
21	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran <sup>89</sup>	8 octobre 2018
22	Mémoire présidentiel à l'intention du Secrétaire d'État, du Secrétaire au Trésor et du Secrétaire à l'Énergie <sup>90</sup>	31 octobre 2018

<sup>79</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bis.doc.gov/index.php/documents/about-bis/newsroom/press-releases/2190-yegane-tdo-final-cleared-press-release/file>.

<sup>80</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/notice-regarding-continuation-national-emergency-respect-iran-2/>.

<sup>81</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-national-arrested-scheme-evade-us-economic-sanctions-illicitly-sending-more-115>.

<sup>82</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-citizen-sentenced-conspiring-facilitate-illegal-export-technology-iran>.

<sup>83</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/nine-iranians-charged-conducting-massive-cyber-theft-campaign-behalf-islamic-revolutionary>.

<sup>84</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fincen.gov/news/news-releases/fincen-issues-advisory-iranian-regimes-illicit-and-malign-activities-and>.

<sup>85</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-banker-sentenced-32-months-conspiring-violate-us-sanctions-against-iran-and-other>.

<sup>86</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-individuals-charged-acting-illegal-agents-government-iran>.

<sup>87</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/canadian-sentenced-3-years-prison-conspiracy-export-restricted-goods-and-technology-iran>.

<sup>88</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/remarks-to-the-media-3/>.

<sup>89</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran/>.

<sup>90</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/presidential-memorandum-secretary-state-secretary-treasury-secretary-energy-4/>.

N°	Description	Date
23	Un ressortissant iranien plaide coupable d'entente en vue de l'exportation illégale de produits des États-Unis vers l'Iran <sup>91</sup>	8 novembre 2018
24	Deux hommes iraniens accusés d'avoir déployé des logiciels rançonneurs pour extorquer des fonds à des hôpitaux, des municipalités et des institutions publiques, engendrant des pertes de plus de 30 millions de dollars <sup>92</sup>	28 novembre 2018
25	Récompense de 3 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation d'un Iranien impliqué dans l'acquisition illégale de technologies américaines <sup>93</sup>	12 décembre 2018
26	Un ancien agent du contre-espionnage américain accusé d'espionnage pour le compte de l'Iran ; 4 Iraniens accusés d'avoir mené une cyber-campagne visant ses anciens collègues <sup>94</sup>	13 février 2019
27	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran <sup>95</sup>	12 mars 2019
28	Un ressortissant australien condamné à une peine de prison pour avoir exporté des produits électroniques vers l'Iran <sup>96</sup>	21 mars 2019
29	Standard Chartered Bank admet avoir traité illégalement des transactions en violation des sanctions imposées à l'Iran et accepte de payer plus d'un milliard de dollars <sup>97</sup>	9 avril 2019
30	UniCredit Bank AG accepte de plaider coupable de traitement illégal de transactions en violation des sanctions imposées à l'Iran <sup>98</sup>	15 avril 2019
31	Mémorandum sur la détermination présidentielle en vertu de la section 1245 d) 4) B) et C) de la <i>National Defense Authorization Act</i> for Fiscal Year 2012 (loi NDAA) <sup>99</sup>	29 avril 2019
32	Levée de scellés sur deux actes d'accusation relatifs à un citoyen iranien pour violation des lois américaines sur les exportations et les sanctions contre l'Iran <sup>100</sup>	4 juin 2019

<sup>91</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-national-pleads-guilty-conspiring-illegally-export-products-united-states-iran>.

<sup>92</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-iranian-men-indicted-deploying-ransomware-extort-hospitals-municipalities-and-public>.

<sup>93</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.fbi.gov/contact-us/field-offices/minneapolis/news/press-releases/3-million-reward-announced-for-information-leading-to-arrest-of-iranian-tied-to-illegal-procurement-of-us-technology>.

<sup>94</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/former-us-counterintelligence-agent-charged-espionage-behalf-iran-four-iranians-charged-cyber>.

<sup>95</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran-2/>.

<sup>96</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-dc/pr/australian-national-sentenced-prison-term-exporting-electronics-iran>.

<sup>97</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/standard-chartered-bank-admits-illegally-processing-transactions-violation-iranian-sanctions>.

<sup>98</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/unicredit-bank-ag-agrees-plead-guilty-illegally-processing-transactions-violation-iranian>.

<sup>99</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://s3.amazonaws.com/public-inspection.federalregister.gov/2019-10472.pdf>.

<sup>100</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bis.doc.gov/index.php/documents/about-bis/newsroom/press-releases/2404-two-indictments-unsealed-charging-iranian-citizen-with-violating-u-s-export-laws-and-sanctions-against-iran/file>.

N°	Description	Date
33	Une femme du comté de Morris admet s'être entendue avec un ressortissant iranien pour exporter illégalement des composants d'avions vers l'Iran <sup>101</sup>	11 juin 2019
34	Extradition d'un ressortissant iranien et levée des scellés sur les accusations portées contre deux autres hommes pour avoir exporté des fibres de carbone des États-Unis vers l'Iran <sup>102</sup>	16 juillet 2019
35	Le dirigeant d'une société d'exportation iranienne plaide coupable de violation des sanctions américaines contre l'Iran <sup>103</sup>	19 juillet 2019
36	Publication d'un avis à l'intention de l'industrie de l'aviation civile concernant l'Iran <sup>104</sup>	23 juillet 2019
37	Un citoyen iranien plaide coupable d'entente en vue de faciliter l'exportation illégale de technologies vers l'Iran <sup>105</sup>	9 août 2019
38	Un homme d'affaires iranien plaide coupable d'entente en vue de violer les sanctions américaines en exportant des fibres de carbone des États-Unis vers l'Iran <sup>106</sup>	29 août 2019
39	Un homme d'affaires turc condamné à 27 mois d'emprisonnement pour entente en vue de violer les sanctions américaines en exportant du matériel maritime des États-Unis vers l'Iran <sup>107</sup>	3 septembre 2019
40	Notice du Bureau du contrôle des avoirs étrangers à la communauté du transport maritime de produits pétroliers et gaziers <sup>108</sup>	4 septembre 2019
41	Offre de récompense pour des informations sur les mécanismes financiers du Corps des gardiens de la révolution islamique d'Iran et de ses branches, notamment la Force Al-Qods <sup>109</sup>	4 septembre 2019
42	Un citoyen iranien condamné pour entente en vue de faciliter l'exportation illégale de technologies vers l'Iran <sup>110</sup>	24 septembre 2019

<sup>101</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-nj/pr/morris-county-woman-admits-conspiring-iranian-national-illegally-export-aircraft>.

<sup>102</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/department-justice-announces-extradition-iranian-national-and-unsealing-charges-against-two>.

<sup>103</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-ndny/pr/iranian-export-company-executive-pleads-guilty-violating-us-sanctions-against-iran>.

<sup>104</sup> Disponible à l'adresse suivante : [www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190723.aspx](http://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20190723.aspx).

<sup>105</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-citizen-pleads-guilty-conspiring-facilitate-illegal-export-technology-iran>.

<sup>106</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/iranian-businessman-pleads-guilty-conspiracy-violate-us-sanctions-exporting-carbon>.

<sup>107</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-businessman-sentenced-27-months-imprisonment-conspiracy-violate-us-sanctions>.

<sup>108</sup> Disponible à l'adresse suivante : [https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/iran\\_advisory\\_09032019.pdf](https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/iran_advisory_09032019.pdf).

<sup>109</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/rewards-for-justice-reward-offer-for-information-on-the-financial-mechanisms-of-irans-islamic-revolutionary-guard-corps-and-its-branches-including-the-irgc-qods-force/>.

<sup>110</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-mn/pr/iranian-citizen-sentenced-conspiring-facilitate-illegal-export-technology-iran-0>.

N°	Description	Date
43	La Cour fédérale de Manhattan retient contre une banque turque un chef d'accusation de participation à un plan de contournement des sanctions imposées à l'Iran concernant plusieurs milliards de dollars <sup>111</sup>	15 octobre 2019
44	Un homme de Columbus condamné à une peine de prison pour avoir exporté illégalement des marchandises en Iran <sup>112</sup>	24 octobre 2019
45	Le Trésor et l'État annoncent un nouveau mécanisme humanitaire <sup>113</sup>	25 octobre 2019
46	Mémorandum sur la détermination présidentielle en vertu de la section 1245 d) 4) B) et C) de la <i>National Defense Authorization Act</i> for Fiscal Year 2012 (loi NDAA) <sup>114</sup>	25 octobre 2019
47	Le Centre de lutte contre le financement du terrorisme désigne un réseau de sociétés, de banques et de personnes liés à l'Iran <sup>115</sup>	30 octobre 2019
48	Deux personnes plaident coupables d'avoir travaillé pour le compte de l'Iran <sup>116</sup>	6 novembre 2019
49	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran <sup>117</sup>	12 novembre 2019
50	Un homme d'affaires iranien condamné à 46 mois de prison pour avoir violé les sanctions américaines en exportant des fibres de carbone des États-Unis vers l'Iran <sup>118</sup>	14 novembre 2019
51	Publication de nouvelles FAQ et de FAQ modifiées sur l'Iran (n <sup>os</sup> 804 et 303) <sup>119</sup>	27 novembre 2019
52	Publication de deux nouvelles FAQ sur l'Iran (n <sup>os</sup> 810 et 811) <sup>120</sup>	11 décembre 2019
53	Notice du Département d'État sur l'exportation de produits métalliques vers l'Iran <sup>121</sup>	16 décembre 2019
54	Un citoyen indonésien et 3 entreprises indonésiennes accusés d'avoir violé les lois américaines sur les exportations et les sanctions contre l'Iran <sup>122</sup>	17 décembre 2019

<sup>111</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/turkish-bank-charged-manhattan-federal-court-its-participation-multibillion-dollar-iranian>.

<sup>112</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/columbus-man-sentenced-prison-illegally-exporting-goods-iran>.

<sup>113</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm804>.

<sup>114</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/memorandum-presidential-determination-pursuant-section-1245d4b-c-national-defense-authorization-act-fiscal-year-2012/>.

<sup>115</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm813>.

<sup>116</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-individuals-plead-guilty-working-behalf-iran>.

<sup>117</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran-3/>.

<sup>118</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-businessman-sentenced-46-months-prison-violating-us-sanctions-exporting-carbon-fiber>.

<sup>119</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20191127.aspx>.

<sup>120</sup> Disponible à l'adresse suivante : [https://www.treasury.gov/resource-center/faqs/sanctions/Pages/faq\\_iran.aspx#810](https://www.treasury.gov/resource-center/faqs/sanctions/Pages/faq_iran.aspx#810).

<sup>121</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/state-department-advisory-on-the-export-of-metal-products-to-iran>.

<sup>122</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/two-individuals-sentenced-connection-work-behalf-iran>.

N°	Description	Date
55	Un citoyen irano-américain et un citoyen iranien condamnés à 30 et 38 mois pour leur association avec des travaux pour le compte de l'Iran <sup>123</sup>	15 janvier 2020
56	Le dirigeant d'une société d'exportation iranienne condamné pour avoir violé les sanctions contre l'Iran <sup>124</sup>	30 janvier 2020
57	Quatre Texans et un New-Yorkais arrêtés pour entente en vue de vendre du pétrole iranien visé par des sanctions à une raffinerie en Chine pour d'énormes profits <sup>125</sup>	11 février 2020
58	Un homme du Tennessee plaide coupable de contrebande de marchandises des États-Unis vers l'Iran <sup>126</sup>	3 mars 2020
59	Avis sur le maintien de l'urgence nationale concernant l'Iran <sup>127</sup>	12 mars 2020
60	Un ressortissant iranien condamné pour avoir tenté de contourner les sanctions économiques américaines en envoyant illégalement plus de 115 millions de dollars par le biais du système financier américain <sup>128</sup>	16 mars 2020
61	Un ressortissant iranien extradé vers le district Ouest du Texas pour avoir exporté illégalement des articles militaires posant un risque de prolifération des États-Unis vers l'Iran <sup>129</sup>	17 mars 2020
62	Poursuites pénales contre Industrial Bank of Korea pour violation de la loi sur le secret bancaire <sup>130</sup>	20 avril 2020
63	Deux ressortissants iraniens accusés d'avoir enfreint les lois sur le blanchiment d'argent et les sanctions en achetant un pétrolier <sup>131</sup>	1 <sup>er</sup> mai 2020

<sup>123</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/indonesian-citizen-and-three-indonesian-companies-charged-violating-us-export-laws-and>.

<sup>124</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/iranian-export-company-executive-sentenced-violating-us-sanctions-against-iran>.

<sup>125</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-edny/pr/four-texans-one-new-yorker-arrested-conspiracy-sell-sanctioned-iranian-oil-refinery-china>.

<sup>126</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-nh/pr/tennessee-man-pleads-guilty-smuggling-goods-united-states-iran>.

<sup>127</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/text-notice-continuation-national-emergency-respect-iran-4/>.

<sup>128</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/iranian-national-convicted-scheme-evade-us-economic-sanctions-illicitly-sending-more>.

<sup>129</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/iranian-national-extradited-western-district-texas-illegally-exporting-military-sensitive>.

<sup>130</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/usao-sdny/pr/manhattan-us-attorney-announces-criminal-charges-against-industrial-bank-korea>.

<sup>131</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.justice.gov/opa/pr/criminal-charges-filed-against-two-iranian-nationals-violating-money-laundering-sanctions>.